Fondation Jean Jaurès

DémocratieSociété

LA FRATERNITÉ POUR RÉINVENTER L'INTERNET DE DEMAIN

Fabien Aufrechter

03/06/2025

Dans un contexte de saturation informationnelle, de crise de la parole publique et de défiance numérique, Fabien Aufrechter, maire de Verneuil-sur-Seine et directeur stratégie et innovation de Vivendi, propose de réinventer Internet autour d'un principe oublié : la fraternité. À rebours d'un web chaotique, dominé par la désinformation, l'anonymat toxique et la viralité des conflits, il invite à construire un Internet de la confiance – fondé sur la transparence, la responsabilité et la modération. Dans le cadre de notre série sur la fraternité pilotée par Florian Bercault et Olivia Fortin, Fabien Aufrechter appelle à un web 3.0 éthique, montrant comment les technologies émergentes peuvent redonner sens, valeur et humanité à l'espace numérique.

Imaginez le maire d'une ville ou d'un village qui découvre sur un réseau social un post déclarant que l'eau de sa commune est empoisonnée. Comment réagir ? Faut-il commenter cette publication au risque de rendre cette dernière encore plus visible, sans avoir l'assurance que la réponse en commentaire ne le soit ? Faut-il faire soi-même un post au risque de générer davantage de complotisme, à l'heure de la désacralisation de la parole publique ? Faut-il attendre l'appui de la presse, au risque de devoir parfois attendre plusieurs jours pour disposer d'une édition couvrant l'actualité locale ? Faut-il simplement attendre que la vague passe ?

La non-modération des sphères numériques est en train de tuer Internet tel qu'il a été conçu. Historiquement, Internet avait été pensé comme un outil de partage et de diffusion. C'était la promesse d'accès à la connaissance, cette pomme qui déjà dans la Bible est qualifiée d'accès permettant de « devenir l'égal de Dieu ». Croquer la pomme, péché originel d'Ève, est bien l'ambition d'Internet à ses débuts. En témoigne d'ailleurs l'emblème d'un géant du numérique. En complément, Internet devait également permettre de résoudre le problème de la tour de Babel en permettant de franchir les barrières culturelles et linguistiques. Oui, Internet devait initialement être un outil pour le bien !

Internet est mort, vive Internet !

À ses débuts, Internet était dans cet esprit un espace de partage vertical (on parlait de web 1.0). Chacun pouvait poster du contenu, mais personne ne pouvait encore réagir. L'interaction est venue plus tard avec la naissance du web 2.0 incarné par les réseaux sociaux. Il est alors devenu possible d'échanger : Internet s'est transformé en autoroute de l'information. Et ce n'est pas un hasard si l'émergence de cet Internet coïncide avec la disparition des encyclopédies papier (le *Quid* disparaît en 2007, par exemple) : Internet devait constituer une encyclopédie globale.

Mais les racines d'Internet sont teintées par l'idéologie libertarienne et, malgré les tentatives de régulations, l'argument de la liberté d'expression a empêché jusqu'à présent tout réel contrôle de la parole. Parfois pour le mieux – souvent pour le pire. L'émergence progressive d'une sphère de « post-vérité » a entraîné un besoin de relativisation de toute parole présente sur Internet. Et la fragilité de certains internautes a surtout entraîné l'insidieuse diffusion de rumeurs, calomnies, fausses informations…

Un cran supplémentaire est franchi avec la démocratisation récente de l'intelligence artificielle qui rend aujourd'hui facile toute tentative de déstabilisation sur Internet : *deepfakes*, *astroturfing*… Et ce n'est que le début : cette ère propulsée par les nouveaux outils d'intelligence artificielle générative ne fait que commencer. En cela, nous vivons les dernières heures d'Internet tel que celui-ci a autrefois été pensé, à savoir comme une ouverture sur la connaissance. Et nous sommes donc à la croisée des chemins.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Vers un Internet de la confiance

À la vision d'un Internet en chaos doit s'opposer celle d'un renouveau structuré autour d'une notion pivot, à savoir celle d'un Internet de la confiance (web 3.0).

Technologiquement, le web 3.0 repose sur l'idée que l'évolution technologique (et notamment les

technologies *blockchain*) doit permettre une transition d'un Internet de l'information vers un Internet de la valeur. Avec la possibilité pour la première fois de réaliser directement des transactions sans tiers de confiance. Mais surtout avec celle de lier toute information et tout contenu à une valeur (dans le jargon, un NFT) dont la création doit nécessairement être authentifiée. Autrement formulé : fin du contenu sans auteur (le pseudonymat restant possible – pas l'anonymat). Et donc une responsabilisation immédiate pour chaque émetteur de contenu, doublée de la possibilité pour chaque internaute de vérifier la provenance de toute information.

Cet Internet de la valeur n'est pas une science-fiction : nombreuses sont les entreprises qui commencent à protéger leurs communiqués de presse ou leurs contenus grâce aux technologies du web 3.0. Ce qui permet d'authentifier les contenus (pour éviter les faux – on se souviendra de l'attaque contre Vinci *via* un faux communiqué de presse qui entraîna le *crash* du cours de l'action du groupe en 2016[1]) et de mettre un frein à l'irresponsabilité actuelle dont jouissent les « trolls » et autres acteurs malveillants plus organisés sur les réseaux sociaux. Tout en proposant une traçabilité des contenus numériques et donc théoriquement une meilleure valorisation à l'horizon des producteurs de contenus.

L'Internet de la valeur est un Internet des valeurs

En cela, l'Internet de la valeur est aussi un Internet des valeurs. Car, pour la première fois, il devient imaginable d'abord de responsabiliser les créateurs de contenus, ce qui concrètement devrait constituer le moteur d'une fraternité numérique. Pas question ici de solidarité ou d'engagement social ; mais simplement d'un espace de respect. Et hélas, il n'y a pas de respect sans règles ; et, par conséquent l'Internet de la valeur nécessite d'être bordé par des responsabilités – et par la valorisation des contenus (source nouvelle de financement pour les médias, les artistes…), ce qui devenait de toute manière urgent face à l'essor de l'intelligence artificielle générative.

Le web 3.0 est une promesse de renaissance pour Internet. Mais la technologie ne suffira pas à recréer cet espace de confiance tel que fut créé le web initialement. Pour ce faire, deux éléments sont aujourd'hui urgents. Le premier, c'est un besoin de régulation pour donner une existence juridique réelle à la « tokenisation des contenus » (chaque contenu est en effet lié à un jeton numérique servant de preuve de provenance vis-à-vis de son auteur). Le deuxième, c'est, sur cette base, une responsabilisation collective des internautes avec, d'un côté, un besoin de renforcer les gendarmes du net (renforcement judiciaire, mais aussi de modérations internes) pour s'assurer de la faisabilité réelle de tracer la provenance des contenus et, d'un autre côté, un besoin de formation citoyenne, non seulement à l'école, mais également dans l'espace public, afin qu'on puisse affirmer haut et fort que l'irresponsabilité actuelle sur Internet n'a plus lieu d'être.

Le paradoxe du web 3.0 est de prendre finalement Elon Musk à son propre piège : ceux qui demandent la traçabilité au centime de chaque euro d'impôts ne peuvent pas refuser dans le même temps la traçabilité des contenus. Les technologies d'inspiration libertarienne, du fait de leur transparence, peuvent mener à une meilleure modération.

Tech sans affect n'est que ruine de l'homme

La limite d'un Internet de la confiance, c'est ce qu'on en fait. Car la technologie est toujours neutre : c'est son usage qui lui donne une connotation éthique ou politique. Et justement, sur un plan éthique, poussé à l'extrême, un Internet victime d'une dictature de la transparence n'est pas moins menacé (et menaçant) qu'un Internet victime de la profusion de mensonges.

Les trois prérequis complémentaires relèvent de l'évidence : d'abord, il n'est pas possible de responsabiliser les internautes sans gérer justement la question de la responsabilité. Qui est responsable d'Internet ? Les hébergeurs ? Les éditeurs ? Les opérateurs réseau ? Les internautes eux-mêmes ? L'ensemble à parts égales ? Le sujet se pose au quotidien et le meilleur prisme pour le comprendre est sans doute celui des collectivités territoriales : comme le numérique n'est la compétence pleine et entière d'aucune de celles-ci, toutes les collectivités s'en emparent au risque de voir le millefeuille administratif s'épaissir sous nos yeux. En l'absence d'un fléchage de la compétence, c'est l'incompétence générale qui prévaut. Et un Internet de la confiance requiert donc d'être adoubé : la compétence numérique doit être celle de l'État avec la structuration d'un ministère d'État dédié à la question qui devient aujourd'hui pour ainsi dire régalienne. Avec à la clé des budgets débloqués à la hauteur des enjeux et surtout la généralisation des formations obligatoires.

C'est justement le deuxième prérequis : pas d'Internet de la confiance sans éducation. Et cela à tous les niveaux : le secteur privé franchit doucement le pas ; le secteur public prend, quant à lui, énormément de retard. Mais l'éducation n'est pas juste une question de formation initiale : l'urgence est à la formation continue pour un suivi tout au long des carrières de chaque employé.

Le troisième prérequis : l'usage durable. En particulier à l'heure de l'intelligence artificielle, la donnée écologique ne peut plus être minorée. L'enjeu écologique, énergétique et environnemental n'est plus une variable. La transition écologique est un défi qui doit être intégré à toutes les échelles (sources énergétiques, usages, etc.).

De l'amitié à la fraternité

Un Internet de confiance peut favoriser une transition d'un Internet de l'amitié (confiance qualitative envers ses amis) vers un Internet de la fraternité (confiance globale favorisée par la modération). Là où l'amitié numérique est incarnée par Facebook (Meta) qui permet de se connecter à ses « amis », la fraternité numérique se structurera autour de normes technologiques de confiance qui permettront de disposer rapidement, en particulier, de la provenance des contenus (C2PA, etc). C'est autrement dit un nouvel Internet (web 3.0) basé sur la confiance entre les utilisateurs, dans lequel chacun est propriétaire ou responsable de ses créations, contenus et messages.

La transition vers ce nouvel Internet est un besoin à toutes les échelles, mais paradoxalement c'est aux petites échelles qu'il est le plus nécessaire. Car cet Internet de la fraternité peut permettre la résurgence d'une hiérarchie de la confiance calquée sur la vie réelle avec des leaders d'opinion responsables de leurs propos. Là où l'Internet d'aujourd'hui donne la parole à parts égales à tout le monde, aux sachants comme aux intelligences artificielles et aux « trolls ».

La fraternité numérique est peut-être un idéal. Mais plus que jamais, et surtout en ce début de nouveau mandat de Donald Trump, nous avons besoin d'un idéal comme but pour penser l'Internet de demain. Restera à trouver celles et ceux qui modéliseront technologiquement cet Internet de la confiance et le rendront *mainstream* en favorisant son adoption. Cela répondra aux aspirations du fondateur de Nationbuilder, Jim Gilliam, qui se désespérait de voir Internet devenir maléfique, et rêvait de pouvoir renouer avec les racines d'un web « for good ». Nous avons besoin de croire à un Internet du bien, à un Internet de la fraternité pour revenir à son rêve de pouvoir s'exclamer, fier de sa croyance : « The Internet is my religion ».

1. Philippe Jacqué, « Comment le groupe Vinci victime d'un « hoax » a chuté en Bourse », *Le Monde*, 23 novembre 2016.